

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Bernadette

Rue

1892

À un certain moment, avant la construction de l'Université du Québec, les rues Notre-Dame-de-Lourdes et Bernadette sont situées de part et d'autre de la chapelle construite, entre 1873 et 1876, par Napoléon Bourassa et Adolphe Lévêque: elles doivent sans doute leur dénomination au fait que la chapelle est consacrée à Notre-Dame-de-Lourdes. La dénomination de la rue, a été faite en souvenir de Bernadette Soubirous (1844-1879), témoin en 1858 de quelque dix-huit apparitions de la Vierge à Lourdes, en France. Antérieure à sa canonisation prononcée en 1933, cette dénomination confirme qu'il ne s'agit donc pas d'un hommage à Sainte Bernadette.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Berri

Rue

25 avril 1876

prolongement le 14 octobre 1929 et le 25 novembre 1968

La première dénomination d'une partie de cette voie, sous l'orthographe de Berry, suscite plusieurs interprétations quant à son origine. La plus récente, basée sur l'examen du terrier du Saint-Laurent de l'année 1663 démontre qu'une section de cette rue marque la borne ouest de la terre acquise le 25 avril 1659 par Simon Després dit Berry. Cette terre va de la rivière Saint-Martin (rue Saint-Antoine) aux environs de la rue Sherbrooke, entre les rues Berri et Labelle.

Abstraction faite d'une interruption entre le boulevard Rosemont et la rue Jean-Talon, la rue Berri s'étend du fleuve à la rivière des Prairies. Son développement s'est fait cependant très progressivement. Ouverte avant 1818, entre la rue Saint-Louis et Saint-Antoine, elle est prolongée jusqu'à la rue de la Commune en 1895, lorsque l'on exproprie des terrains pour la construction de la gare Viger. À cette occasion, la vieille rue Saint-Giles, ouverte en 1681, disparaît dans la rue «Berri basse», qui passe sous un viaduc. À différents moments, au cours du XXe siècle, on regroupe sous cette même dénomination, plusieurs voies dans le prolongement l'une de l'autre, situées au nord du square Viger. La section qui traverse ce square est ouverte, à la suite d'une décision du comité exécutif, en date du 14 octobre 1929. Enfin, le 25 novembre 1968, un dernier tronçon, entre la rue Gilford et le boulevard Saint-Joseph, est intégré.

La rue Berri nous en offre plusieurs images. Dans le Vieux-Montréal, dont elle marque la limite est, la rue Berri ne garde presque rien du Régime français, si ce n'est que les aménagements actuels du Vieux-Port, peuvent nous rappeler l'emplacement d'une porte dans le mur de fortifications donnant accès au fleuve. Par contre, à partir du boulevard René-Lévesque, la petite rue s'élargit, prend des allures d'une autoroute, seul tronçon d'une autoroute nord-sud projeté. Après le tunnel de la rue Sherbrooke, arrivée à la rue Roy, la large artère se transforme à nouveau, devient une rue résidentielle bordée d'arbres.

Sous ces apparences diverses, la rue Berri cache une autre réalité qui depuis les années soixante modifie considérablement notre mode de vie. Sous cette rue roulent désormais le métro, reliant le sud et le nord de la Ville, remplaçant en quelque sorte l'autoroute projetée. .

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Bonsecours

Rue de

entre 1758 et 1773

C'est la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Secours, sur la rue Saint-Paul, qui donne son nom à cette rue du Vieux-Montréal. Construite d'abord en bois, à partir de 1656, par les soins vigilants de Marguerite Bourgeoys*, la chapelle est remplacée par une construction de pierres en 1675.

Quelques années plus tard (1681), on ouvre, sur le côté ouest de la chapelle, la rue Saint-Victor qui conduit à la rive du fleuve. En 1754, la chapelle est incendiée et la reconstruction est entreprise en 1758. On ouvre alors une rue devant la chapelle. Lorsque la chapelle est ouverte au culte, en 1773, le nom de Notre-Dame-du-Bon-Secours remplace déjà officiellement celui de Sainte-Anne. La voie va alors jusqu'à la rue Notre-Dame, qui se termine à cette hauteur sur le monticule de la citadelle. Vers 1817, au moment où l'on rase ce monticule de quelque 50 pieds, on abaisse de dix pieds le niveau de la rue Bonsecours, qui peut donc se poursuivre jusqu'à la rue Saint-Louis.

En 1876, l'odonyme de Saint-Victor disparaît au profit de celui de Bonsecours; la rue a son étendue actuelle. De 1886 à 1892, la chapelle est à nouveau modifiée par les architectes Maurice Perrault*, Albert Mesnard et Joseph Venne; elle perd les minuscules boutiques accrochées au mur ouest (rue Saint-Victor) et voit sa façade et son clocher reconstruits.

Dans les années 60 commence une phase de réappropriation du Vieux-Montréal comme lieu de résidence lorsque des individus soucieux de patrimoine acquièrent et restaurent quelques vieilles maisons rue Bonsecours. C'est le cas de la maison Nolen, au 416 et au 420 de la rue Bonsecours, classée monument historique le 18 mars 1964, et de la maison Papineau, au 440, rue Bonsecours, restaurée par Eric McLean. Classée monument historique le 22 décembre 1965, cette maison est dénommée d'après Louis-Joseph Papineau (1786-1871), qui en a été propriétaire dans la première moitié du XIXe siècle. Avec ces résidences restaurées, la rue Bonsecours offre un cadre exceptionnel à la chapelle qui en ferme la perspective.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Champ-de-Mars

Rue du

1817

prolongement en 1839

La section la plus ancienne de cette voie se situe entre les rues Bonsecours et Gosford. Projetée dès 1815, elle est ouverte et nommée par la commission chargée de la démolition des fortifications* en 1817. La population mécontente de l'insalubrité de la rue causée par la proximité de bâtiments où on logeait des chevaux, la surnomme rue des Écuries. Prolongée, elle s'arrête à la rue Berri jusqu'à la construction de la gare Dalhousie en 1883.

Le prolongement de cette rue correspond au-delà du champ de Mars, à la ruelle des Fortifications. L'axe de ces deux rues marque approximativement la ligne nord de cette structure de protection construite au début du XVIIIe siècle par l'ingénieur royal Chaussegros de Léry (1682-1756).

Dans les années 1980, des travaux de construction d'un complexe multifonctionnel, auquel on donne le nom de cet ingénieur, mettent à jour une partie de l'ancien ouvrage militaire.

Le journaliste et homme politique Henri Bourassa* (1868-1952) est né sur cette rue, dans une des maisons en terrasses, le Pratt Place construit en 1863 et démoli depuis.

Du côté nord de la rue, au numéro 435, la Coopérative d'habitation Montérégie s'installe, en 1985, dans l'édifice restauré de l'ancien refuge Meurling. Les noms de cet établissement et de cette œuvre de charité sont encore présents dans la mémoire de plusieurs Montréalais qui gardent le souvenir de Gustave Meurling, ce Français d'origine belge, décédé en 1911 en offrant un legs important destiné à la fondation de cette œuvre. Cet édifice où, de 1914 à 1956, on offre gîte et repas aux gens dans le besoin a été construit par l'architecte Eugène Payette (1875-1959). Les services municipaux du bien-être social y sont logés, par la suite.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Chénier

Place

26 août 1954

Dans le cadre des élections de 1834, consécutives à l'adoption des «92 résolutions», le docteur Jean-Olivier Chénier (1806-1837), de Saint-Eustache, collabore à la victoire des patriotes. Membre de plusieurs comités, il participe, le 23 octobre 1837, à l'assemblée des six comtés à Saint-Charles-sur-le-Richelieu. Dès novembre, engagé dans la lutte armée, il est un des hommes à arrêter. Le 14 décembre 1837, repoussé avec ses hommes par l'armée de Sir John Colborne jusque dans l'église de Saint-Eustache, il est tué avec des dizaines d'autres lorsqu'ils tentent de sortir de l'édifice en flammes.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Christin

Rue

6 mai 1954

Déjà ouverte en 1879 sous le nom de Sainte-Julie, changé le 10 février 1930 pour place Christin, cette voie est alors une impasse. Elle sert vraisemblablement de voie de service pour les bâtiments industriels de la compagnie Joseph Christin & Co. (1827?-1890). Fondée en 1855, cette compagnie fabrique du «cidre-champagne», du «soda-water» et des eaux gazeuses.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

De La Gauchetière

Rue

avant 1982

Il arrive encore, surtout du fait des annexions récentes, que deux voies montréalaises empruntent la même dénomination. Cette situation crée, dans certains cas, un phénomène très intéressant. Ainsi cinq rues de l'ancienne municipalité de la Pointe-aux-Trembles qui portent les mêmes noms que cinq voies de Montréal, sont disposées dans la même séquence dans les deux villes. Ainsi, du sud au nord, on rencontre successivement les rues Lagauchetière*, René-Lévesque* (autrefois Dorchester), Sainte-Catherine*, De Montigny* et Ontario*. Cette dernière a été acquise de la Island City Realty inc. le 14 janvier 1914.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Dufault

Ruelle

entre 1912 et 1914

Cette ruelle existe déjà depuis 1875 lorsqu'elle est ouverte comme voie publique qu'aux environs de 1914 ; Nous ne possédons cependant aucun document justifiant cette dénomination.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Gosford

Rue

1836

Sur un terrain du gouvernement, lord Gosford (1776-1849) autorise l'ouverture de cette rue. Les juges de paix qui administrent à ce moment la Ville, décident de donner son nom à la voie ainsi créée. Archibald Atcheson, comte de Gosford, est le gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique de 1835 à 1837. Chargé d'étudier la situation du Bas-Canada, il présente, en 1837, un rapport favorable aux Canadiens, puis demande son rappel en Angleterre. En 1840, à la Chambre des pairs, il prononce un discours contre le Bill d'Union.

Au moment de son ouverture, la rue Gosford va de la rue Sanguinet à la rue Notre-Dame. À compter de 1931, on projette de la prolonger jusqu'à la rue Saint-Paul. Dans le cadre des travaux dits «de chômage», le tunnel sous la rue Notre-Dame est aménagé. Ce programme de travaux publics résulte d'une entente tripartite réunissant les gouvernements fédéral, provincial et municipal dans la lutte contre le chômage qui a suivi la crise économique de 1929. Le projet vise à retirer du «Secours direct» une partie de la population. Les règles d'inscription à ce programme, ainsi que les politiques de gestion sont très strictes. Ne sont admis pour travailler dans ces projets que les citoyens qui habitent la ville depuis plus de six mois et les pères de famille de plus de six enfants. Le nombre d'heures travaillées est limité à 40 heures par semaine de manière à favoriser un plus grand nombre de travailleurs. Pour certains projets particuliers, ces règles sont cependant modifiées.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Guy-Frégault

Rue

(1918-1977) Historien, professeur et haut fonctionnaire. Professeur à l'Université de Montréal, directeur de l'Institut d'histoire et sous-ministre des Affaires culturelles du Québec. Auteur aux idées pénétrantes autant que nuancées, son nom figure au premier rang des historiens du Québec contemporains.

Ville de Montréal, Dossiers administratifs RIRE.

J.-Ernest-Laforce

Place

25 mars 1980

Originaire de la Baie-du-Fèvre, J.-Ernest Laforce (1879-1977) s'établit en 1900 dans la vallée de la Matapédia à Causapscaal comme colon. Dès lors, il est journaliste, conférencier, correspondant parlementaire et agent du gouvernement fédéral. Entre 1926 et 1939, il s'occupe de colonisation, d'abord pour le Canadien National, puis comme sous-ministre de la colonisation. De 1933 à 1961, il siège au Conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le préside en 1936. Cette dénomination fait suite à une requête de cet organisme.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Notre-Dame

Rue

1672
prolongement en 1881

En 1663, les membres de la Société Notre-Dame concèdent la seigneurie de l'île de Montréal aux sulpiciens. Lorsque le supérieur Dollier de Casson (1636-1701) entreprend son programme d'urbanisme en 1672, il décide d'ouvrir la première rue sur la crête du coteau. Cette situation privilégiée géographiquement apparaît comme le symbole du statut que le sulpicien souhaite attacher à cette rue. Le fait que son plan prévoit également la construction de l'église paroissiale et de la résidence des sulpiciens confirme cette volonté. Il nomme la rue du nom de Notre-Dame, la patronne de la ville, à qui il dédie également l'église paroissiale.

Il indique alors au notaire Bénigne Basset (1639-1699) de marquer de huit bornes aux estampilles du séminaire cette rue large de 30 pieds, qui traverse, d'est en ouest, l'agglomération du moulin-redoute (sur la Citadelle) au puits ouvert par Gabriel Le Sel dit Duclos. Ce puits existe toujours; il est sous la rue Notre-Dame, devant le séminaire; quant à la citadelle, elle est rasée vers 1819.

Durant les XVIIe et XVIIIe siècles, la rue Notre-Dame demeure la voie réservée à l'administration religieuse. Les communautés religieuses masculines s'y installent, se partageant le territoire. En 1692, les récollets, aménagent leur monastère à l'ouest, entre les rues Saint-Pierre et McGill, tandis que les jésuites s'installent à l'est, à l'emplacement actuel de la place Vauquelin; les sulpiciens occupent depuis quelques années déjà leur séminaire sur la place d'Armes.

Doucement, l'administration civile prend pignon sur la rue Notre-Dame, d'abord avec la construction de la résidence officielle du gouverneur, Claude* de Ramesay* (1659-1724), à proximité de l'ensemble des jésuites. Avec la Conquête, les communautés religieuses sont invitées à quitter les lieux où la nouvelle administration installe ses propres structures. Alors que le monastère des récollets est abandonné aux militaires, le pouvoir judiciaire occupe le domaine des jésuites.

Lorsque les fortifications sont démolies et la citadelle nivelée (1801-1819), les rues Saint-Joseph, dans le faubourg des Récollets, et Sainte-Marie, dans le faubourg Québec, apparaissent comme les prolongements «naturels» de la «Grande rue de Montréal». En 1881, le Conseil municipal officialise le nom de Notre-Dame pour l'ensemble de la voie.

Entre temps, l'administration civile change, notamment avec l'incorporation de Montréal (1831), l'abolition du régime seigneurial (±1850) et l'adoption de la Confédération (1867). La rue Notre-Dame se trouve au cœur de ces mutations. Avec la construction du palais de justice en 1851, celle du premier hôtel de ville (1878) (reconstruit en 1926), puis des autres palais de justice («Vieux» palais, 1851-56; annexe, 1902; édifice Ernest-Cormier, 1922; et «Nouveau» palais, 1965-1971), la concentration du pouvoir se précise dans un périmètre très restreint.

Maintenant, à la faveur des annexions, la rue Notre-Dame traverse presque toute l'île, de la Pointe-aux-Trembles, où elle reprend le tracé du second chemin du Roi ouvert en 1841, jusqu'à ville Saint-Pierre, en passant par l'ancien Saint-Henri des tanneries. Mais la concentration exceptionnelle de bâtiments historiques entre la place d'Armes et la rue Berri demeure un fait de cette partie de la rue Notre-Dame, un espace privilégié, témoin de notre histoire.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Notre-Dame-de-Lourdes

Rue

1891
prolongement le 30 juillet 1963

Cette dénomination rappelle le mystère de Lourdes et le souvenir des nombreux pèlerinages vers la grotte où Bernadette Soubirous (1844-1879) a été témoin en 1858 de quelque dix-huit apparitions de la Vierge. À un certain moment, avant la construction de l'Université du Québec à Montréal, les rues Notre-Dame-de-Lourdes et Bernadette sont situées de part et d'autre de la chapelle consacrée à Notre-Dame-de-Lourdes, construite entre 1873 et 1876 par Napoléon Bourassa et Adolphe Lévêque; aujourd'hui, seul le tronçon au sud du boulevard René-Lévesque demeure comme voie publique.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

René-Lévesque

Boulevard

30 novembre 1987

Toute la carrière de René Lévesque (1922-1987), originaire de New-Carlisle, se passe sur la scène publique. Animateur de radio, correspondant de guerre, animateur de l'émission télévisée Point de mire, il participe à l'éveil politique de la population québécoise à l'aube de la révolution tranquille. Ministre au sein de l'«Équipe du tonnerre» de Jean Lesage, il réalise la nationalisation de l'électricité.

Député indépendant, puis fondateur et président du Parti québécois, il devient, en 1976, premier ministre de la province. Il fait voter de nombreuses lois à caractère social, comme le financement des partis politiques, l'assurance dentaire pour les enfants (1977), l'assurance-automobile (1978) sous l'instigation de Lise Payette et, sous celle de Jean Garon, la loi sur le zonage agricole (1979), ainsi que la Charte de la langue française et la loi 101 (1977). En 1980, par voie de référendum, la population rejette sa proposition de négocier une nouvelle entente Québec-Canada. Reporté au pouvoir, il affronte une dure crise économique et des conflits avec les syndicats, alors que des dissensions à l'intérieur de son parti le conduisent à démissionner en 1985 comme président et comme premier ministre. Il vient de publier, en 1986, un recueil de souvenirs. Attendez que je me rappelle et de reprendre une carrière radiophonique, lorsqu'il décède subitement le 1er novembre 1987.

Le boulevard auquel on donne alors son nom constitue l'une des artères majeures de la ville. Son élargissement dans les années 1940-1950 nécessite la démolition de nombreuses villas qui le bordent de part et d'autre. La maison Shaughnessy (devenue le Centre canadien d'architecture) et les maisons Thomas Judah (1980, boulevard René-Lévesque Ouest) et Masson (2080, boulevard René-Lévesque Ouest) à proximité, témoignent de cette époque révolue où cette voie était une artère résidentielle recherchée.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Saint-Antoine

Rue

1801

prolongement le 1er septembre 1976

La rue Saint-Antoine marque sensiblement le parcours de la petite rivière Saint-Martin au nord du Vieux-Montréal.

La partie la plus ancienne de la rue est connue depuis 1801, sous le nom actuel; elle est alors la voie majeure du faubourg Saint-Antoine, à l'ouest de la ville fortifiée, et conduit aux coteaux Saint-Antoine et Saint-Pierre.

À compter de 1817, le prolongement de cette rue, au nord de l'ancien mur des fortifications, est connu sous le nom de Craig. Cette dénomination rappelle la mémoire de Sir James Henry Craig (1748-1812), gouverneur général du Bas-Canada de 1807 à 1811.

Après la démolition des fortifications, la rivière est canalisée sous terre et disparaît du paysage urbain; seuls les noms de chemin de la petite Rivière et de rue du Canal, qui ont déjà identifié cette rue, pourraient rappeler le souvenir du cours d'eau. En 1840, Jacques Viger (1787-1858) recommande, mais en vain, que l'on aménage ses rives, entre les rues Sanguinet et Saint-Laurent, pour en faire une promenade.

Enfin, au début du XXe siècle, on regroupe pour une première fois sous une même dénomination les rues Saint-Antoine et Craig, qui sont le prolongement l'une de l'autre, et on entreprend, en 1905, de numéroter de nouveau les immeubles en ce sens. À la suite de pressions d'une partie de la population, la dénomination unique est abandonnée et, en 1906, les deux odonymes sont repris. Cependant, depuis le 22 juin 1976, le nom de Craig est à nouveau délaissé et le nom de Saint-Antoine identifie désormais l'ensemble de la voie. Le changement de nom est effectif depuis le 1er septembre 1976.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Saint-Denis

Rue

vers 1818

Ouverte sur un terrain acquis de l'honorable Louis-Joseph Papineau (1786-1871) et de sa tante Péline-Charles Cherrier, veuve de Denis Viger (1741-1805), cette voie rappelle ce dernier.

Prolongée à plusieurs reprises, cette rue se développe progressivement après la construction de la première église Saint-Jacques, en face du square Pasteur; elle monte à l'assaut de la terrasse de la rue Sherbrooke avant même la fin du XIXe siècle. À cette époque, cette rue résidentielle bordée d'arbres (400 maisons privées entre l'avenue Viger et la rue Sherbrooke vers 1850) est habitée par plusieurs représentants de l'élite canadienne-française. Avant la fin du siècle, s'amorce un processus de mutation vers une vocation commerciale, processus qui se poursuit d'ailleurs toujours, en remontant lentement vers le nord.

Au début du XXe siècle, la section de la rue Saint-Denis située entre le boulevard Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque) et la rue Sherbrooke devient le centre de l'élite intellectuelle; y sont alors rassemblés l'Université Laval de Montréal (site du pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM), l'École polytechnique, la bibliothèque Saint-Sulpice (réseau des bibliothèques nationales) et de nombreuses librairies. Déserté des intellectuels avec la reconstruction sur la montagne de l'Université de Montréal et le déplacement de l'École polytechnique, ce secteur retrouve, à compter de la fin des années 1970, ce caractère de pôle d'attraction avec la construction de pavillons de l'Université du Québec à Montréal, autour du clocher de l'ancienne église Saint-Jacques. (Voir aussi square Viger.)

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Sainte-Catherine

Rue

entre 1801 et 1817

L'unanimité n'est pas faite quant à la justification de cette dénomination; l'absence de résolution aux archives de la Ville de Montréal autorise même trois interprétations. Une première relie cet odonyme à un «chemin Sainte-Catherine», conduisant alors à un couvent des sœurs de la Congrégation; une deuxième, à la mémoire d'une jeune Française, Catherine de Bourbonnais (1749-1805), résidente de cette voie au XVIIIe siècle, et une troisième, à Jacques Viger, inspecteur* des chemins, qui aurait donné à cette voie à renommer le prénom de Catherine-Élizabeth, une des filles de son épouse Marie-Marguerite de La Corne.

Au XIXe siècle, cette voie résidentielle est aussi remarquable par la qualité des bâtiments institutionnels: de Saint-Denis, vers l'ouest, on trouve alors l'église Saint-Jacques, l'école commerciale Le Plateau et l'institut Nazareth (à l'emplacement de la Place-des-Arts), l'église Saint-James, la cathédrale anglicane Christ Church et le musée des Beaux-Arts, en face. Dans le dernier quart du XIXe siècle, on assiste à un changement de vocation amorcé notamment par l'implantation dans l'est, près de la rue Saint-André, des établissements de commerce de détail (on dit alors de «nouveau-tés») comme les maisons Dupuis, surtout après 1882 (Deux boules noires), Pilon, en 1878 (À la boule verte) et L.-J. Pelletier (Au magasin rouge). Ce mouvement se dessine également vers l'ouest, avec des magasins comme Morgan, (La Baie), Eaton, Ogilvy, Birks, de sorte qu'aujourd'hui, cette voie constitue la principale artère commerciale de la ville.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Sainte-Élisabeth

Rue

avant 1801

Cette voie rappelle Élisabeth Moyen (v.1640-1722) qui, captive avec sa sœur Marie des Onontagués, est libérée par Charles Le Moyne* et le major Lambert Closse*. Les deux sœurs sont recueillies par Jeanne Mance. Le 12 août 1658, Élisabeth Moyen épouse Lambert Closse. Après le décès de son époux, Dollier de Casson lui concède, le 27 juin 1672, un fief noble, situé près de l'endroit où cette voie est ouverte plus tard.

Le square tient sa dénomination de sa situation dans la paroisse Sainte-Élisabeth-du-Portugal, fondée en 1894

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Saint-Louis

Rue

avant 1817

Principale rue du faubourg Saint-Louis, cette voie lui emprunte son nom, qui rappelle la proximité du fort Saint-Louis, comme on nommait parfois la colline de la Citadelle.

On peut encore voir sur cette rue (nos 433 et 435) une maison construite avant la démolition des fortifications* de Montréal (1801-1817). Monument historique reconnu, cette petite maison double constitue un bel exemple des modestes résidences de bois que les artisans de l'époque peuvent s'offrir et dont la construction est interdite à l'intérieur de la ville. Cette interdiction fait partie des solutions mises de l'avant dans la lutte contre les incendies. Ainsi, le 7 juin 1727, l'intendant Claude-Thomas Dupuy (1678-1738) émet une ordonnance qui impose, entre autres, l'obligation de construire en maçonnerie les murs extérieurs, de couvrir les toits de matériaux incombustibles et d'élever des murs coupe-feu.

Après la démolition des fortifications, les faubourgs sont intégrés à la ville comme quartiers municipaux en 1832, et les petites maisons de bois des faubourgs deviennent donc, malgré les ordonnances anciennes, des maisons de ville.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Sanguinet

Rue

avant 1801

Il est difficile de déterminer lequel des membres de la famille Sanguinet cette dénomination rappelle. Les propriétés de Simon Sanguinet (1733-1790), seigneur de La Salle, décédé sans enfants, passent à son frère Christophe Sanguinet (1736-1809), seigneur de Varennes, époux de Catherine Baby Chenneville* (1747-1784), à la suite de la contestation de son testament cédant tous ses biens pour l'établissement d'une université à Montréal. Il semble qu'une partie du fief La Gauchetière, où est située cette rue, appartienne, au début du XIXe siècle, à Christophe Sanguinet.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Savignac

Rue

29 mai 1911

Professeur dans sa région natale de Berthier, Jacques-Raymond Savignac (1849-1905) se fait connaître à Montréal comme commerçant en ferblanterie, puis comme comptable. Marguillier de la paroisse Saint-Louis-de-France et membre de la Commission des écoles catholiques, il représente, de 1889 à 1902, le quartier municipal où cette voie est située.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Victor-Morin

Place

9 avril 1980

Maskoutain de naissance, Victor Morin (1865-1960) choisit de vivre à Montréal. Il enseigne le droit administratif et la procédure notariale à l'Université Laval de Montréal, où il a lui-même étudié. Conseiller municipal de 1911 à 1913, il participe à la fondation de la Bibliothèque municipale. Particulièrement intéressé par l'histoire, il préside la Société historique de Montréal de 1916 à 1928, puis, la Société d'archéologie et de numismatique jusqu'en 1956. Il participe à la fondation de la Société des Dix, qui publie des Cahiers, auxquels il participe régulièrement jusqu'à son décès. On lui doit également 28 ouvrages à caractère historique dont La légende dorée (1949), et des ouvrages professionnels comme Procédures des assemblées délibérantes (1939), qui encadrent aujourd'hui encore la tenue des réunions décisionnelles des différents groupes sociaux.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.

Projet CHUM - Sélection de voies publiques comprises dans le quadrilatère Sainte-Catherine - Berri - Notre-Dame - Gosford - Sanguinet

Viger

Avenue

6 novembre 1905
prolongement le 17 décembre 1979 et
le 13 janvier 1988

Cette voie est constituée de deux principaux tronçons dont les dénominations remontent loin dans l'histoire de la ville. La première section à porter le nom de Viger (auparavant rue Dubord) borne, au nord, le square Viger. Ce nom rappelle Denis-Benjamin Viger (1774-1861), le fils de Denis Viger (1741-1805) (d'après qui est nommé le square Viger) et de Périne-Charles Cherrier qui, une fois veuve, fait cession du terrain pour aménager ce square. De plus, Denis-Benjamin compte dans sa parenté, Mgr Jean-Jacques Lartigue* (1777-1840), Louis-Joseph Papineau (1786-1871) et Jacques Viger (1787-1858), premier maire de Montréal. Avocat de formation, Denis-Benjamin Viger mène aussi, de 1808 à 1858, une carrière politique, à l'époque où s'affirme l'idéologie nationaliste dans le Bas-Canada. Il est un personnage très populaire dans la société montréalaise où il s'impose d'ailleurs comme un important propriétaire foncier.

Quant à la rue de Vitré, elle est d'abord ouverte sur la seule largeur du fief de Lambert Closse* (1618-1662), dont a hérité l'épouse de Guillaume-Émanuelle-Théodore-Denis de Vitré, laquelle donne son nom à la rue. Prolongée ensuite vers l'est, jusqu'au square Viger et vers l'ouest, elle est élargie dans les années 1960 en vue de son raccordement à la rue Viger.

Depuis 1988, cette dénomination identifie également la voie entre Amherst et de Lorimier sur le côté nord de l'autoroute Ville-Marie.

Ville de Montréal, "Les rues de Montréal, Répertoire historique", Éditions du Méridien. 1995.